

Enquête flash – AVRIL 2026

Évolution des pratiques
de vidange des piscines publiques

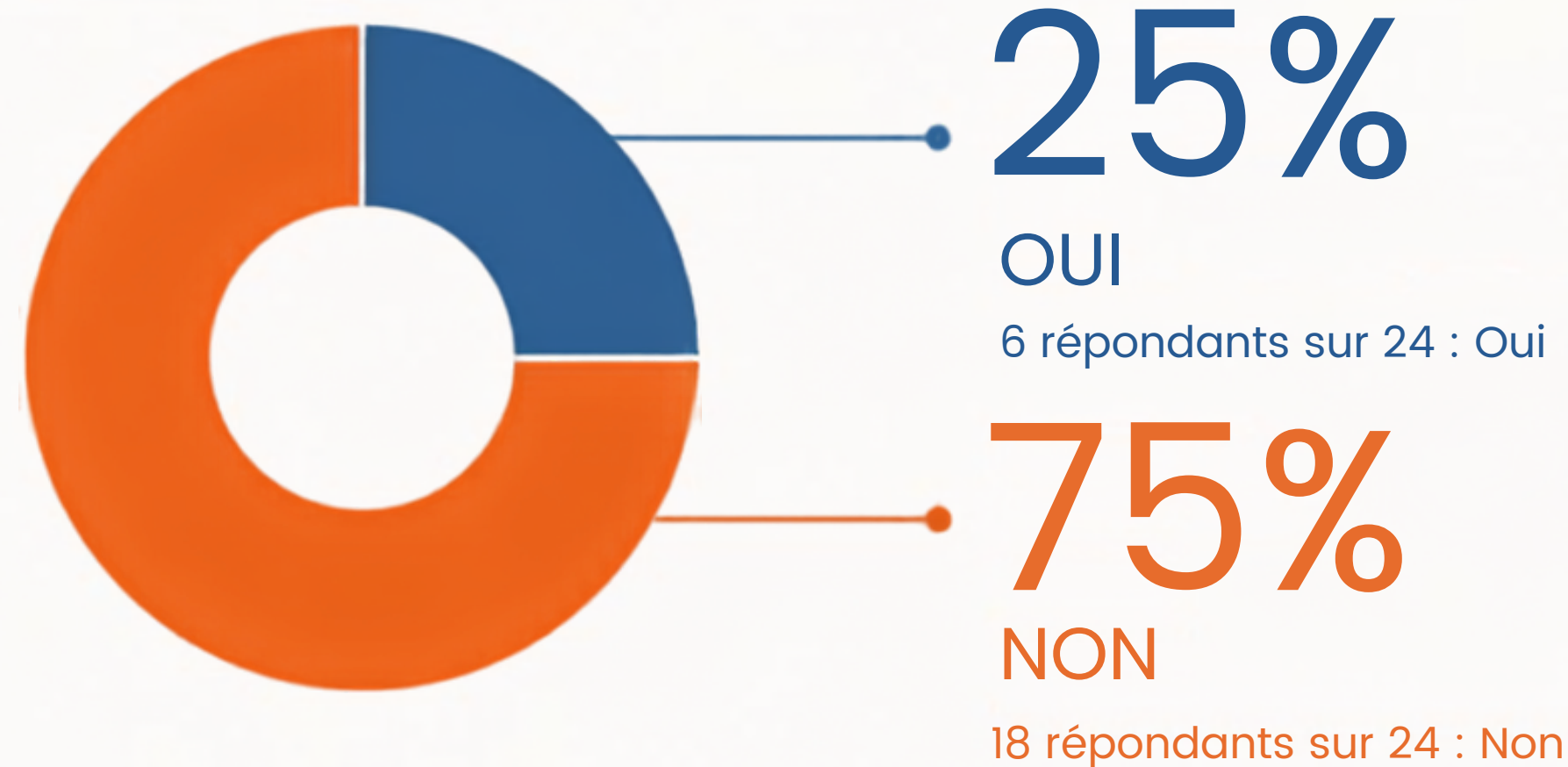
24 réponses

Enquête menée auprès des agents
territoriaux du sport en charge des
équipements aquatiques



Un cadre encore peu stabilisé localement

Votre ARS a-t-elle précisé les critères nécessitant une vidange ?



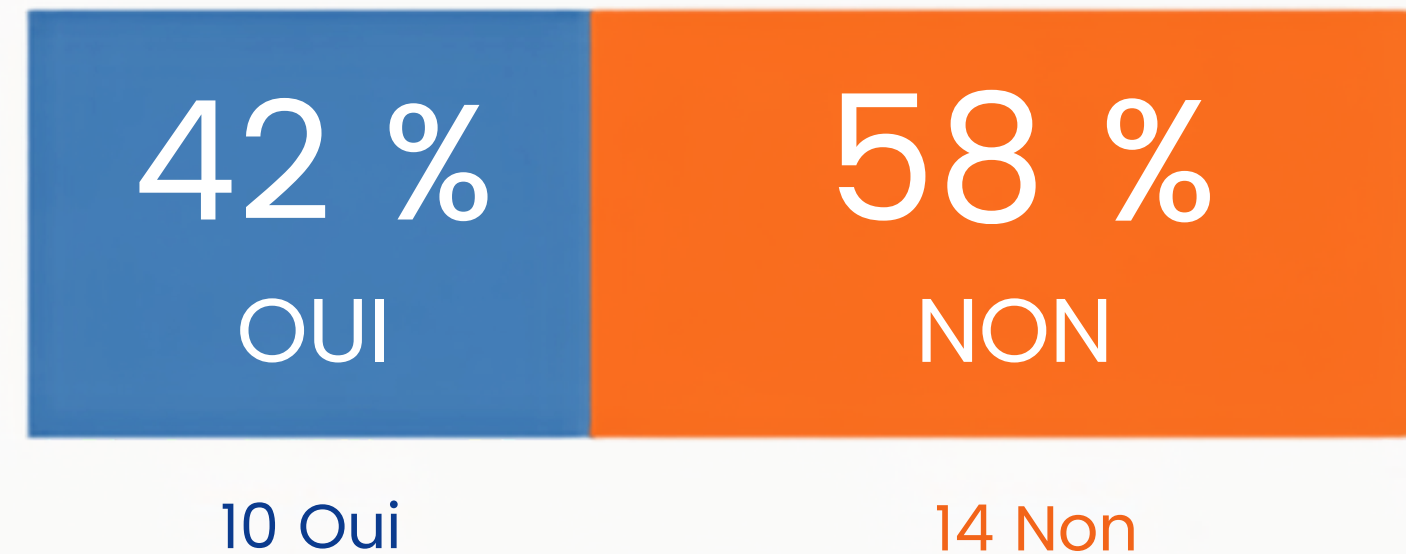
Une large majorité des collectivités interrogées ne disposent pas encore d'une position de leur ARS précisant les critères de vidange.

Les situations décrites restent hétérogènes : vidange complète annuelle pour certains équipements, décision liée à la dégradation de la qualité de l'eau pour d'autres, cadre réglementaire encore en évolution.

L'évolution réglementaire est engagée, mais son appropriation territoriale apparaît encore hétérogène.

Les collectivités commencent à formaliser leurs propres réponses

Un protocole interne a-t-il été formalisé en l'absence de position de l'ARS ?



PRINCIPAUX CRITÈRES CITÉS DANS LES RÉPONSES OUVERTES

QUALITÉ DE L'EAU	ANALYSES	CHLORURES	FRÉQUENTATION
TEMPÉRATURE	TYPE DE BASSIN	SAISONNALITÉ	ÉTAT DES ÉQUIPEMENTS

Les réponses vont du maintien d'une vidange annuelle à des approches différenciées selon les bassins : espacement à 18 mois, 2 ou 3 ans, vidanges partielles ou décision selon l'état de l'eau et des installations.

Les pratiques évoluent, mais aucune approche homogène ne se dégage encore.

Vers une décision fondée sur l'état réel de l'équipement

QUALITÉ SANITAIRE ET PHYSICO-CHIMIQUE

- Micro-organismes
- Chloramines
- Chlorures
- Conductivité
- Turbidité
- Chlore combiné
- pH

ÉTAT DES ÉQUIPEMENTS ET DU BASSIN

- Revêtements et joints
- Filtres et préfiltres
- Bondes de fond et refoulements
- Interventions nécessitant une mise à sec

ANALYSE DANS LE TEMPS

Certaines réponses privilégient plusieurs analyses défavorables successives, après tentative de mesures correctives, plutôt qu'un seuil isolé.

D'une logique calendaire vers une décision davantage fondée sur l'état réel de l'eau, du bassin et de l'exploitation.

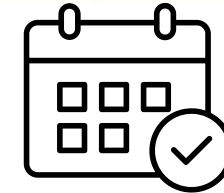
Vidange et maintenance restent fortement liées

58 %

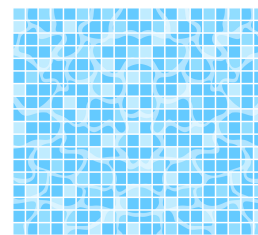
14 répondants sur 24 déclarent avoir réfléchi à une stratégie pour gérer les travaux nécessitant une suspension de l'exploitation.



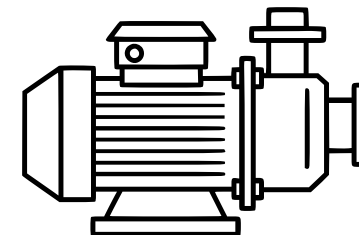
Entretien technique



Travaux programmés



Revêtements & joints



Équipements

UNE PRATIQUE COMPLÉMENTAIRE

“

En complément de la vidange nous rajoutons une semaine d'arrêt technique pour permettre un entretien technique approfondi.

”

ENJEU ORGANISATIONNEL CLÉ

L'espacement éventuel des vidanges pose aussi une question organisationnelle : comment maintenir les fenêtres nécessaires aux opérations techniques ?

Des bénéfices identifiés, mais encore peu évalués

Les impacts des vidanges optimisées ont-ils été évalués ?



DIMENSIONS CONCERNÉES



RETOUR D'EXPÉRIENCE

“ 1000 m³ d'eau économisés,
40 à 50 MWh d'économie de chaleur ”

RETOUR D'EXPÉRIENCE

“ économie entre 20 et 30 000 € sans vidange
(coût de l'eau, chauffage et perte d'activité) ”

Optimiser ne signifie pas réduire la surveillance

RISQUES IDENTIFIÉS

- Qualité de l'eau
- Risques sanitaires
- Qualité de l'air
- Encrassement des équipements
- État des ouvrages
- Consommation de produits ou d'eau neuve
- Risque de fermeture non planifiée



RÉPONSES ET SUIVI

- Analyses
- Autocontrôles
- Laboratoire extérieur
- Contrôles renforcés
- Suivi quotidien
- Historique des analyses

Les réponses recueillies font apparaître une évolution possible : la vidange pourrait davantage devenir une réponse à une situation objectivée, intégrée à un protocole de maîtrise des risques, plutôt qu'une opération automatiquement déclenchée par le calendrier.

Une évolution encore peu communiquée aux usagers

Les usagers ont-ils été informés des changements ?

92 % NON

22 Non



8 % OUI

2 Oui

Les réponses montrent une certaine prudence quant à la communication auprès du public. Certains répondants craignent qu'une communication mal comprise modifie la perception des usagers ; d'autres envisagent information, écoute, réseaux sociaux ou questionnaires de satisfaction.

SOBRIÉTÉ
EN EAU

ÉNERGIE

COÛTS

CE QUE L'ENQUÊTE FAIT RESSORTIR

Les 24 réponses témoignent moins d'une nouvelle pratique déjà stabilisée que d'une période de transition.

Le passage d'une logique calendaire à une logique davantage fondée sur l'analyse du risque est déjà engagé chez une partie des répondants.

CONTINUITÉ
D'EXPLOITATION

MAÎTRISE
DES RISQUES

MAINTENANCE